

Le budget

au principal même. C'est là une réussite remarquable et le budget lui-même est remarquable.

Mme Margaret Mitchell (Vancouver—Est): Monsieur le Président, je voudrais poser à mon collègue, qui siège au Comité permanent sur le multiculturalisme et la citoyenneté avec un certain nombre d'entre nous, quelques questions sur ce ministère.

Je vais citer le budget lui-même. Ce ne sont pas des chiffres que j'invente. Le budget enlève 23 millions de dollars au Secrétariat d'État. Cela signifie qu'il réduira des programmes essentiels pour les femmes, pour les autochtones—90 millions de dollars a-t-on entendu aujourd'hui pendant la période des questions—et, naturellement, pour le secteur multiculturel, notamment en ce qui concerne les groupes de défense et les communautés. L'an dernier, on a réduit le programme des cours de langue pour les immigrants, un programme pourtant essentiel pour les aider à s'installer au Canada, et réduit de 15 p. 100 les subventions aux groupes de défense.

En plus de cela, je suppose que le gouvernement prévoit toujours créer trois nouvelles entités bureaucratiques: un nouveau ministère du multiculturalisme, une nouvelle fondation des relations raciales et un institut des langues patrimoniales, qui exigeront beaucoup d'argent.

Je voudrais lui demander tout d'abord comment, selon lui, le fait de supprimer 23 millions de dollars du budget permettra au ministère de s'acquitter du mandat que lui donne la Loi sur le multiculturalisme? A mon avis, c'est de la frime. C'est impossible, et encore moins de constituer un nouveau ministère.

Je voudrais aussi lui poser une question au sujet de l'intolérance, du fanatisme et du racisme qui sont en recrudescence dans tout le pays. Comment pense-t-il qu'on s'y attaquera alors que le gouvernement rogne les programmes communautaires qui étaient en première ligne et les groupes de défense qui sont là dans ce but? Ils représentent notre seul espoir d'amélioration véritable des relations interculturelles et interraciales au Canada.

M. Richardson: Monsieur le Président, je remercie la députée de cette question réfléchie. Elle sait fort bien qu'elle et moi partageons la même opinion sur ce sujet, ce qui est assez inhabituel car nous différons d'avis sur beaucoup d'autres, surtout dans le domaine des finances.

Quant à sa question sur la politique contre l'intolérance raciale du ministère du Multiculturalisme et de la Citoyenneté, je lui signale que le ministre compétent a fait un travail remarquable en dépit des contraintes budgétaires auxquelles il a fait face. Je sais que la députée voudrait que plus d'argent soit accordé aux groupes de défense du Canada pour qu'ils puissent faire avancer leur

cause. Ce que le ministre a fait, et qu'il continue toujours de faire, c'est exercer son influence auprès des groupes déjà en place dans notre société, des services policiers et de tous les ministères pour que la tolérance raciale devienne la principale caractéristique de la vie canadienne. Il ne s'en est pas remis uniquement aux groupes de défense même si plusieurs d'entre eux ont fait du bon travail dans ce domaine. Il a usé de son influence et de celle de son ministère auprès de tous les autres ministères pour les amener à faire de cette question une préoccupation générale au sein du gouvernement. Et ce faisant, compte tenu des contraintes budgétaires auxquelles il était assujéti, il a effectué un travail remarquable.

Mme Dawn Black (New Westminster—Burnaby): Monsieur le Président, c'est en proie à une vive colère que je participe aujourd'hui au débat sur le budget de 1990. En tant que porte-parole néo-démocrate sur la situation de la femme et députée de la circonscription de New Westminster—Burnaby, en Colombie-Britannique, je dois avouer que le budget m'a profondément choquée.

Pour la deuxième année consécutive, le Programme de promotion de la femme du Secrétariat d'État subit les foudres et les dures compressions budgétaires du gouvernement. Cette année, le gouvernement a sabré dans tous les fonds destinés aux centres réservés aux femmes et aux publications d'organisations féminines. Il a complètement supprimé le financement de base accordé auparavant à ces organisations qui diffusent à leur communauté des renseignements utiles. Les subventions aux centres réservés aux femmes ont également été entièrement supprimées. Nous avons là l'exemple parfait de l'engagement que prennent les Conservateurs envers les Canadiennes. C'est rien du tout.

Les provinces devront désormais dépenser des millions de dollars pour fournir les renseignements et les services que les organisations féminines offraient pour presque rien. Ces centres sont souvent le premier endroit où se rendent les femmes battues et victimes de sévices sexuels pour obtenir de l'aide, des renseignements et des conseils. Ils informent les femmes de leur collectivité des ressources qui sont à leur disposition. Ces centres fonctionnent surtout grâce au travail de bénévoles dévouées.

Dans notre société, nous n'avons pas encore obtenu l'égalité pour les femmes. Celles-ci forment toujours la majorité des pauvres au Canada. C'est la cas aussi au niveau international. Les femmes ne sont pas encore en sécurité dans la rue ou même dans leur foyer. Il reste encore tant à faire pour que les femmes parviennent à l'égalité dans notre société. Les femmes contestent les structures économiques traditionnelles qui les ont main-